

Réflexions

La votation sur le Gothard a été un vrai jeu de dupes

L'invité

René Knüsel
Politologue
et professeur à l'UNIL



Une belle majorité du peuple suisse a soutenu l'idée du percement d'un second tube sous le Gothard. Les milieux politiques qui soutenaient la nécessité d'entreprendre ces travaux ont insisté sur les arguments de la sécurité et la nécessité de ne pas couper le sud du nord des Alpes.

Les arguments relevant les risques d'augmentation du trafic poids lourd, comme l'idée que les deux voies de chaque tube puissent être ouvertes au trafic, avaient été balayés durant la campagne. Une partie des votants avaient sans doute cru à ces promesses.

Dans les cantons de Vaud et de Genève, d'irréductibles adversaires se sont exprimés majoritairement contre le projet du Conseil fédéral. La presse a relevé l'égoïsme, le manque de solidarité confédérale à l'égard du canton du Tessin. La majorité des Vaudois et des Genevois ne suspectait-elle pas un comportement perfide d'une partie des promoteurs de ce nouvel ouvrage d'art sous les Alpes?

Les récents échos du travail parlementaire à Berne montrent que cette méfiance était fondée. Mercredi, la majorité du Conseil national a soutenu un postulat libéral-radical visant à déplaçonner le nombre de passages de poids lourds, dont le nombre est pourtant inscrit dans la Constitution depuis l'acceptation de l'initiative des Alpes, en 1994.

Il ne s'agit certes que d'un postulat.

Mais son acceptation par la Chambre basse, quelques jours après la fin d'une campagne, dont une partie de l'argumentation niait toute velléité d'augmentation du trafic, a de quoi discréditer la classe politique dans son entier.

Moins d'une centaine d'heures après la fin de la campagne, quelque 90 parlementaires se déjugent des engagements pris. S'appuyant sur le résultat sorti des urnes, ce groupe d'élus a montré une arrogance dont le peuple fera bien de se souvenir.

Les discours politiques, les engagements de campagne ne sont que du vent! Qu'en sera-t-il du réveil de la société civile dont il a été question dans la presse au lendemain du vote du 28 février? Le citoyen a de quoi se sentir floué, voire berné.

«Le Conseil national vient de montrer que la défiance est de mise»

Dans les travées du Palais fédéral, ceux qui dénonçaient la mise en œuvre de l'initiative «Contre l'immigration de masse» n'ont pas eu de scrupules à ne pas respecter le texte constitutionnel. Les mêmes qui décriaient les infidélités de nos autorités se sont empressés de suivre leur exemple.

Le peuple doit-il se méfier de ses élus? Le Conseil national vient de montrer que la défiance est de mise; la classe politique ne mérite pas la confiance que la démocratie devrait placer en elle. Il y a fort à parier que ce type de comportement ne fasse que renforcer la césure déjà existante entre la population et ses représentants. Une tempête pointe-elle à l'horizon?